

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	22	3

N° de la séance : 26

Objet de la délibération: Direction
Développement de la Technopole Sophia
Antipolis - Projet OPAL - Convention de
participation financière avec Inria et Ecole
des Mines ParisTech - Avenant n°1

<div><input checked="" type="checkbox"/> Original</div> <div><input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original</div> <div>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</div> <div>Stéphane PINTRE</div>

N° Enregistrement : BC.2020.073

Date de la convocation : Le 04/02/2020
Certifié exécutoire compte tenu
de l'affichage en date du 25 FEV. 2020
de la réception s/Préfecture en date du 26 FEV. 2020
Pour le Président, La Responsable de Service Laurence MALHERBE <i>Directrice des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux</i>
Laurence MALHERBE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 10 février 2020

L'an deux mil vingt et le 10 février à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Jean-Pierre MASCARELLI

Monsieur LEONETTI,

Par délibération n° BC.2018.199 du 24 septembre 2018, le Bureau Communautaire de la CASA a approuvé l'attribution d'une participation financière à Inria et à l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris pour la mise en œuvre du projet OPAL (Observatoire Pluridisciplinaire des Alpes Maritimes) visant la réalisation d'un « mésocentre » mutualisé de calcul, de stockage et de visualisation sur leur site de Sophia Antipolis répondant aux exigences de la recherche de niveau international, et commun aux acteurs académiques de l'enseignement supérieur et de la recherche des Alpes Maritimes.

Les conventions signées entre la CASA et l'Inria, d'une part, et l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris, d'autre part, respectivement en date des 7 et 9 novembre 2018, définissent les modalités de la participation financière de la CASA au projet OPAL et la date prévisionnelle d'achèvement de l'opération.

A cet égard, les conventions prévoyaient, en cas de modification du planning prévisionnel du projet, la possibilité de modifier par avenant l'échéancier de versement des subventions fixé par la convention.

Par courrier en date des 02 et 12 décembre 2019, INRIA et l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris ont informé la CASA d'un retard dans l'exécution du programme, en raison de difficultés techniques et transmis un nouveau calendrier de réalisation.

Dans ce contexte, les deux établissements sollicitent une prolongation du délai fixant la date d'achèvement du projet et les modalités de versement du solde de la subvention:

- Pour INRIA : prolongation jusqu'au 30 septembre 2020 du délai de remise du bilan technique d'exécution ;
- Pour l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris : prolongation jusqu'au 31 décembre 2020 du délai de remise technique du bilan technique d'exécution.

Le montant total de la subvention du projet reste inchangé et fixé à 250 000 € (Deux Cent Cinquante Mille Euros) et répartis entre INRIA pour 125 000 € (62 500 € déjà versé par la CASA au titre du 1^{er} acompte) et l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris pour 125 000 € (62 500 € déjà versé par la CASA au titre du 1^{er} acompte).

Le solde de 125 000 € sera versé aux deux organismes à la fin de l'année 2020 sur présentation des justificatifs comptables.

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver l'avenant n° 1 à la convention de participation financière avec INRIA au titre du projet OPAL prolongeant jusqu'au 30 septembre 2020 le délai de versement du solde de la participation financière de la CASA sur présentation du bilan technique et financier ;
- d'approuver l'avenant n° 1 à la convention de participation financière avec l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris au titre du projet OPAL prolongeant jusqu'au 30 décembre 2020 le délai de versement du solde de la participation financière de la CASA sur présentation du bilan technique et financier ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer lesdits avenants et tout document nécessaire à leur exécution.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver l'avenant n° 1 à la convention de participation financière avec INRIA au titre du projet OPAL prolongeant jusqu'au 30 septembre 2020 le délai de versement du solde de la participation financière de la CASA sur présentation du bilan technique et financier ;
- d'approuver l'avenant n° 1 à la convention de participation financière avec l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris au titre du projet OPAL prolongeant jusqu'au 30 décembre 2020 le délai de versement du solde de la participation financière de la CASA sur présentation du bilan technique et financier ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer lesdits avenants et tout document nécessaire à leur exécution.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 10 février 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

AVENANT 1 A LA CONVENTION DE VERSEMENT D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS ET INRIA - PROJET OPAL

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 10 février 2020 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique, Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique régi par le Décret n° 85-831 du 02 août 1985 modifié, ayant son siège Domaine de Voluceau – Rocquencourt - BP 105 - 78153 LE CHESNAY Cedex, N° SIRET 180 089 047 00013, code APE 7219Z, représenté par son Président Directeur Général, M. Bruno SPORTISSE et, par délégation aux fins des présentes, par M. David SIMPLOT, Directeur du centre de recherche Sophia Antipolis-Méditerranée, sise 2004, route des Lucioles – BP 93 - 06902 SOPHIA ANTIPOLIS Cedex ;

Ci-après désigné **Inria**

Ci-après désigné individuellement la « partie » ou collectivement les « parties ».

EXPOSE

Par délibération du 24 septembre 2018, le Bureau Communautaire a approuvé l'attribution d'une subvention à **INRIA** pour la mise en œuvre du projet OPAL destiné à définir et mettre en œuvre une infrastructure distribuée et mutualisée de calcul, un « mésocentre » de stockage et de visualisation sur leur site de Sophia Antipolis répondant aux exigences de la recherche de niveau international, commun aux acteurs académiques de l'enseignement supérieur et de la Recherche des Alpes Maritimes.

Dans ce cadre, une convention a été signée le 7 novembre 2018 entre la C.A.S.A. et INRIA pour définir les modalités de la participation financière de la C.A.S.A. au projet OPAL, les droits et obligations réciproques des parties et la date d'achèvement de l'opération (ci-après la Convention initiale).

Cette convention prévoyait notamment, dans son article 8, la possibilité de modifier par avenant l'échéancier de mise à disposition des fonds versés par la CASA, en cas de modification du planning prévisionnel du projet.

Par courrier en date du 2 décembre 2019, l'Ecole a informé la C.A.S.A. d'un retard dans l'exécution du programme d'action du projet OPAL. Les éléments communiqués par INRIA ont fait apparaître une modification du calendrier initial et INRIA a demandé une prorogation de 9 mois du délai de validité de la subvention jusqu'au 30 septembre 2020.

Par délibération du Bureau Communautaire du 10 février 2020, la CASA a approuvé l'actualisation des calendriers de réalisation et de versement de la subvention.

En conséquence, il convient de modifier la convention initiale par voie d'avenant n°1, ainsi qu'il suit :

IL EST DONC CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 :

L'article 6 *Engagement de mise à disposition des fonds* est modifié et rédigé comme suit :

La C.A.S.A s'engage à respecter l'échéancier ci-dessous et, en conséquence, à inscrire en temps utile dans son budget les sommes nécessaires au règlement de l'échéance correspondante.

		1 ^{er} acompte	Solde
Montant participation	125 000,00€	62 500,00€	62 500,00€
Année de versement*		2018	2020

*sous réserve de la production des pièces justificatives

ARTICLE 2 :

L'article 10 *Durée- Résiliation* est modifié et rédigé comme suit :

La présente convention entre en vigueur pour les années 2018, 2019 et 2020 jusqu'au versement du solde à l'achèvement de l'opération mentionné à l'article 7.2 fixé au 30 septembre 2020, sous réserve de modifications de l'échéancier prévu à l'article 8.

Elle pourra être prolongée par voie d'avenant dûment signé entre les parties

Cette convention peut être résiliée après mise en demeure préalable pour défaut d'exécution par l'une ou l'autre des parties. Cette mise en demeure fixe le délai de préavis de résiliation à quinze jours par lettre recommandée avec accusé de réception, pour manquement ou inexécution des obligations contractuelles.

ARTICLE 3

Toutes les autres articles de la convention initiale restent inchangés.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux (2) exemplaires

Pour Inria

Le Directeur du centre de
recherche Inria Sophia Antipolis-
Méditerranée
DAVID SIMPLOT

Pour la Communauté
D'Agglomération
Sophia Antipolis

Le Président
JEAN LEONETTI

	Arrb.	Copie	Destinataire
PDT			
V/PDT			
DGS			
DGAR			
DGAVSC			
DGA DSAD	X		DDTS A / <i>Neu</i>
DGA CV			
DAGJC			
COM			

Communauté d'agglomération
Sophia Antipolis
Les genêts
449, route des crêtes
BP 43
06901 Sophia Antipolis

*Cela a-t-il une
consigne ou
budget ?*

A l'attention de Madame Stéphanie Morales

Sophia Antipolis, le 02 décembre 2019

Dossier suivi par : Matthieu Oricelli
Tel: +33 4 97 15 53 54
Email: matthieu.oricelli@inria.fr

LRAR n° 1A 149 349 2065 5

Objet : Argumentaire CASA – prolongation 9 mois bilan d'exécution technique convention OPAL

Réf. Convention Inria 13723

Madame,

Nous souhaitons par le présent courrier vous tenir informé de l'état d'avancement du projet OPAL :

- Le projet est en cours de réalisation, conformément à la description qui en est faite dans la convention passée entre la C.A.S.A et Inria, en particulier de ses articles 2 et 3 décrivant le périmètre financier de l'opération ;
- Inria aura exécuté et justifié l'ensemble des dépenses qui lui incombent dans le cadre du projet OPAL de mésocentre de calcul mutualisé (750 k€ pour l'infrastructure et les noeuds de calcul, la visualisation 3D, le stockage) et mis en service ces équipements au 31 décembre 2019, comme prévu par l'échéancier de la convention.

Cependant plusieurs éléments sont venus impacter l'échéancier du projet OPAL :

- La contraction de la durée de réalisation du projet : le délai de réalisation initialement prévu pour le CPER OPAL était de 7 ans et couvrait l'ensemble de la période 2014-2020. Le projet a démarré tardivement du fait des délais nécessaires à l'engagement de l'ensemble des partenaires institutionnels (convention Inria-C.A.S.A signée en novembre 2018, convention Inria-DRRT notifiée en septembre 2018) ;
- La complexité de l'acquisition de la solution de visualisation 3D et de sa mise en service : la procédure a été initiée par Inria en mai 2018 sous la forme d'une procédure de dialogue compétitif, plus longue, mais impérative compte-tenu des fortes spécificités technologiques de ces équipements. Le marché a été notifié en mai 2019, la plateforme est maintenant déployée ; des difficultés techniques liées aux performances du projecteur 3D sont en cours de résolution, la recette sera finalisée d'ici fin 2019 ;
- Les difficultés rencontrées par l'un des partenaires du projet (Mines ParisTech) dans l'acquisition de noeuds de calcul, qui a notamment amené le porteur du projet OPAL à demander à la Région SUD PACA la prorogation de 12 mois du délai de validité de la subvention Régionale jusqu'au 31 décembre 2020.



La mise en œuvre des équipements du CPER OPAL est donc récente, alors que les retombées du projet en terme de recherche et de partenariat, que nous souhaitons mettre en valeur dans le bilan technique d'exécution du projet, sont nécessairement plus progressives.

Nous vous serions très reconnaissants de bien vouloir nous accorder une prolongation de 9 mois jusqu'au 30 septembre 2020 du délai de remise du bilan technique d'exécution, comme mentionnés

En vous souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer Madame, l'expression de mes sincères salutations.

Marie SCHIAFFINO

Marie SCHIAFFINO

Responsable Administratif et Financier
Centre de Recherche Inria


Responsable Administratif et Financier
du Centre de Recherche
INRIA SOPHIA ANTIPOLIS-MEDITERRANEE

**AVENANT 1 A LA CONVENTION DE VERSEMENT D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT
ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS
ET MINES PARISTECH - PROJET OPAL**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 10 février 2020 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'**Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris** est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, ayant son siège social au 60, boulevard Saint-Michel – 75 272 PARIS cedex 06 représentée par Monsieur Vincent LAFLECHE en sa qualité de Directeur Général ;

Ci-après désignée **l'Ecole**

EXPOSE

Par délibération du 24 septembre 2018, le Bureau Communautaire a approuvé l'attribution d'une subvention à **l'Ecole** pour la mise en œuvre du projet OPAL destiné à définir et mettre en œuvre une infrastructure distribuée et mutualisée de calcul, un « mésocentre » de stockage et de visualisation sur leur site de Sophia Antipolis répondant aux exigences de la recherche de niveau international, commun aux acteurs académiques de l'enseignement supérieur et de la Recherche des Alpes Maritimes.

Dans ce cadre, une convention a été signée le 9 novembre 2018 entre la C.A.S.A. et l'Ecole pour définir les modalités de la participation financière de la C.A.S.A. au projet OPAL, les droits et obligations réciproques des parties et la date d'achèvement de l'opération (ci-après la Convention initiale).

Cette convention prévoyait notamment, dans son article 8, la possibilité de modifier par avenant l'échéancier de mise à disposition des fonds versés par la CASA, en cas de modification du planning prévisionnel du projet et sur justification de l'Ecole.

Par courrier en date du 12 décembre 2019, l'Ecole a informé la C.A.S.A. d'un retard dans l'exécution du programme d'action du projet OPAL. Les éléments communiqués par l'Ecole ont fait apparaître une modification du calendrier initial et l'Ecole a demandé ainsi une prorogation de 12 mois du délai de validité de la subvention jusqu'au 31 décembre 2020.

Au vu de ces éléments, le Bureau Communautaire du 10 février 2020 a approuvé l'actualisation des calendriers de réalisation et de versement.

En conséquence, il convient de modifier la convention initiale par voie d'avenant n°1, ainsi qu'il suit :

IL EST DONC CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 :

L'article 6 *Engagement de mise à disposition des fonds* est modifié et rédigé comme suit :

La C.A.S.A s'engage à respecter l'échéancier ci-dessous et, en conséquence, à inscrire en temps utile dans son budget les sommes nécessaires au règlement de l'échéance correspondante.

		1 ^{er} acompte	solde
Montant participation	125 000,00€	62 500,00€	62 500,00€
Année de versement*		2018	2020

*sous réserve de la production des pièces justificatives

ARTICLE 2 :

L'article 10 *Durée- Résiliation* est modifié et rédigé comme suit :

La présente convention entre en vigueur pour les années 2018, 2019 et 2020 jusqu'au versement du solde à l'achèvement de l'opération mentionné à l'article 7.2 fixé au 31 décembre 2020, sous réserve de modifications de l'échéancier prévu à l'article 8.

Elle pourra être prolongée par voie d'avenant dûment signé entre les parties

Cette convention peut être résiliée après mise en demeure préalable pour défaut d'exécution par l'une ou l'autre des parties. Cette mise en demeure fixe le délai de préavis de résiliation à quinze jours par lettre recommandée avec accusé de réception, pour manquement ou inexécution des obligations contractuelles.

ARTICLE 3

Toutes les autres articles de la convention initiale restent inchangés.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

**Pour l'Ecole Nationale
Supérieure des Mines de
Paris**

Le Directeur Général
VINCENT LAFLECHE

**Pour la Communauté
D'Agglomération
Sophia Antipolis**

Le Président
JEAN LEONETTI

Le secrétaire Général

	Attrib.	Copie	Observations
PDT			
V / PDT			
DGS			
DGAR			
DGAVSC			
DGA DEAD	X		DOTSA/
DGA CV			
DAGJC			
COM			

Monsieur le Président de la CASA
Hôtel de Ville
BP 2205

06606 Antibes cedex

Paris, le 12 décembre 2019

N/Réf. : Deleg.Sophia/SG 19-68
Objet : Projet OPAL : BC.2018.199
Demande de prorogation du délai de validité de la subvention

Monsieur Le Président,

Je me permets de vous solliciter au sujet de l'aide d'un montant de 125 000 € attribuée dans le cadre du projet OPAL.

Un retard dans l'acquisition des nœuds de calculs et des jouvences de l'installation ne nous permettra pas d'achever le projet au 31 décembre 2019, date de fin de validité de la subvention.

La direction des systèmes d'information de MINES ParisTech travaille depuis plusieurs mois avec l'UGAP afin d'obtenir l'équipement dans le délai contractuel de la subvention.

Or, la proposition de l'UGAP ne correspond pas à notre cahier des charges pour le matériel demandé et génèrerait par ailleurs un surcoût de 90 000 €.

C'est pourquoi, la prolongation sollicitée permettrait de passer par un marché adapté selon le calendrier modifié comme suit :

- lancement de la procédure de passation du marché public dès votre approbation de la demande de prorogation (3 à 4 mois),
- validation de la commande, réception du matériel et mise en service (3 mois).

L'article 8 de la convention prévoyant la possibilité de redéfinir l'échéancier par voie d'avenant, je vous serais très reconnaissant de bien vouloir nous accorder une prorogation de 12 mois du délai de validité de la subvention, et par conséquent une date de fin de réalisation du Projet OPAL au 31/12/2020.

J'ajoute enfin qu'une demande identique a été déposée le 29 août 2019 par le porteur OCA auprès de la Région dans le cadre du projet CPER.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de mes salutations respectueuses.

Le Secrétaire Général de MINES ParisTech



Alain GIRARD

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 24 septembre 2018

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	18	7

N° de la séance : 31

Objet de la délibération: Direction
Développement de la Technopole Sophia
Antipolis - Partenariat Université Côte
d'Azur - Projet OPAL (Mésocentre) -
Attribution d'une subvention

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2018.199


Date de la convocation :
Le 18/09/2018

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 5 OCT. 2018**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 3 OCT. 2018**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne PAVAN-SANTAINÉ

L'an deux mil dix-huit et le 24 septembre à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR

ABSENTS :

Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Thierry OCCELLI, Roger CRESP, Gilbert HUGUES, Claude BERENGER, Joseph VALETTE

Monsieur MASCARELLI,

Par délibération du Conseil communautaire n°CC.2016.144 du 26 septembre 2016, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'est engagée à poursuivre et renforcer son soutien aux acteurs du développement économique et de la Recherche sur Sophia Antipolis.

Dans toutes les disciplines scientifiques, les travaux de recherche font affluer un important volume de données, des phases de traitement nécessitant l'usage intensif du calcul scientifique haute performance et des moyens modernes de visualisation en trois dimensions pour l'interprétation de ces traitements. L'augmentation des besoins croît de manière exponentielle.

Par ailleurs, les avancées technologiques en termes d'acquisition de données, de calcul haute performance et de méthodes d'imagerie haute résolution en 3D ouvrent aujourd'hui de nouvelles perspectives de mise en œuvre.

Actuellement, plusieurs centres de calcul sont déployés dans le département. Quatre sites possèdent des infrastructures matérielles conséquentes dont Mines ParisTech et l'Institut National de Recherche en Informatique Avancée (Inria) sur le site de Sophia Antipolis. Il s'agit de définir et mettre en œuvre une infrastructure distribuée et mutualisée, de calcul, de stockage et de visualisation sur le département afin de répondre à ces besoins scientifiques.

OPAL (Observatoire Pluridisciplinaire des Alpes Maritimes) est un projet de mésocentre mutualisé, répondant aux exigences de la recherche de niveau international, commun aux acteurs académiques de l'Enseignement supérieur et Recherche des Alpes Maritimes. A travers un défi technologique de mise en commun optimisée de leurs équipements, il doit permettre à l'ensemble de ces acteurs de renforcer les moyens informatiques pour leurs recherches fondamentales et appliquées, afin de positionner le pôle académique azuréen au plus haut niveau mondial tout en interagissant avec le milieu socio-économique local et territorial.

Le montant total du projet OPAL s'élève à 2,1 millions d'euros. Le projet a débuté en 2016 pour une durée de 5 ans sous réserve de l'obtention des financements de l'ensemble des acteurs impliqués dans le projet OPAL.

Les résultats attendus sont :

- Le déploiement d'un mésocentre de calcul mutualisé et distribué pour l'ensemble des utilisateurs des Alpes Maritimes, sur le centre de l'Inria au campus SophiaTech et le centre de l'Ecole des Mines ParisTech à Sophia Antipolis ;
- Faciliter l'accès au mésocentre (équipements et expertises) dans le cadre d'un accompagnement dans leur stratégie d'innovation pour les entreprises, les startups ou les entreprises en incubateur public ou privé du territoire sophipolitain et de la C.A.S.A, en complément des entreprises engagées dans des contrats de recherche avec Inria ;
- S'engager à collaborer au développement et renforcement de la thématique « Technologies du numérique » avec les acteurs clés de Sophia Antipolis dans le cadre de l'IDEX UCA^{JEDI} ;
- Valoriser le nouveau mésocentre de calcul mutualisé, les équipements, les compétences développées et la recherche scientifique au niveau local, national et international afin de contribuer au rayonnement et à l'attractivité de la technopole.

Pour ce faire, Inria et Mines ParisTech sollicitent auprès de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis une participation financière à hauteur de 250 000 € soit 125 000 € pour Inria et 125 000 € pour Mines ParisTech, afin de participer aux cofinancements de l'investissement et du fonctionnement du projet OPAL.

Le plan de financement prévisionnel du projet prévoit les participations financières suivantes :

Etat (DRRT Délégation Régionale Recherche et Technologies	450 K€
Conseil Régional	500 K€
C.A.S.A.	250 k€
Autofinancement Inria	300 K€
Autofinancement Mines Pari Tech	300 K€
Autofinancement OCA	300 K€

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2014.005 du 14 avril 2014 par laquelle le Bureau a reçu délégation du Conseil pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subvention à recevoir ou à accorder ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention de 250 000 €, pour le projet OPAL, à répartir comme suit :
 - Inria : 125 000 € dont
 - 62 500 € imputés sur les crédits budgétaires de l'exercice 2018 ;
 - 62 500 € imputés sur les crédits budgétaires de l'exercice 2019 ;
 - Mines ParisTech : 125 000 € dont
 - 62 500 € imputés sur les crédits budgétaires de l'exercice 2018 ;
 - 62 500 € imputés sur les crédits budgétaires de l'exercice 2019.
- d'approuver les termes des deux conventions de partenariat dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ces conventions ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le compte 204172 du budget 2018 et 2019 de la Direction Développement de la Technopole Sophia Antipolis.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'octroyer une subvention de 250 000 €, pour le projet OPAL, à répartir comme suit :
 - Inria : 125 000 € dont
 - 62 500 € imputés sur les crédits budgétaires de l'exercice 2018 ;
 - 62 500 € imputés sur les crédits budgétaires de l'exercice 2019 ;
 - Mines ParisTech : 125 000 € dont
 - 62 500 € imputés sur les crédits budgétaires de l'exercice 2018 ;
 - 62 500 € imputés sur les crédits budgétaires de l'exercice 2019.
- d'approuver les termes des deux conventions de partenariat dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ces conventions ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le compte 204172 du budget 2018 et 2019 de la Direction Développement de la Technopole Sophia Antipolis.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 24 septembre 2018
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 24/09/2018
Numéro : BC_2018_199
Nature : DE - Deliberations
Objet : Partenariat Université Côte d'Azur - Projet OPAL (Mésocentre) - Attribution d'une subvention
Matière : 7.5 - Subventions
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : JDa8Q7w

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 03/10/2018
Identifiant : 006-240600585-20180924-BC_2018_199-DE

Acte reçu

Date : 24/09/2018
Numéro interne : BC_2018_199
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : Partenariat Université Côte d'Azur - Projet OPAL (Mésocentre) - Attribution d'une subvention
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DE-006-240600585-20180924-BC_2018_199-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_DE-006-240600585-20180924-BC_2018_199-DE-1-1_2.PDF
99_DE-006-240600585-20180924-BC_2018_199-DE-1-1_3.PDF

N

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'EPST INRIA PROJET OPAL

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 24 septembre 2018 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique, Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique régi par le Décret n° 85-831 du 02 août 1985 modifié, ayant son siège Domaine de Voluceau – Rocquencourt - BP 105 - 78153 LE CHESNAY Cedex, N° SIRET 180 089 047 00013, code APE 7219Z, représenté par son Président Directeur Général, M. Bruno SPORTISSE et, par délégation aux fins des présentes, par M. David SIMPLOT, Directeur du centre de recherche Sophia Antipolis-Méditerranée, sise 2004, route des Lucioles – BP 93 - 06902 SOPHIA ANTIPOLIS Cedex ;

Ci-après désigné **Inria**

Ci-après désigné individuellement la « partie » ou collectivement les « parties ».

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Dans toutes les disciplines scientifiques, les travaux de recherche font affluer un important volume de données, des phases de traitement nécessitant l'usage intensif du calcul scientifique haute performance, et des moyens modernes de visualisation en trois dimensions pour l'interprétation de ces traitements. L'augmentation des besoins croît de manière exponentielle.

Par ailleurs, les avancées technologiques en termes d'acquisition de données, de calcul haute performance, et de méthodes d'imagerie haute résolution en 3D ouvrent aujourd'hui de nouvelles perspectives de mise en œuvre.

Actuellement, plusieurs centres de calcul sont déployés dans le département. Quatre sites possèdent des infrastructures matérielles conséquentes dont Mines ParisTech et Inria sur le site de Sophia Antipolis.

La proposition vise donc à définir et mettre en œuvre une infrastructure distribuée et mutualisée de calcul, de stockage et de visualisation sur le département afin de répondre à ces besoins scientifiques.

Dans ce contexte, l'Université Côte d'Azur (UCA) dont Inria et Mines ParisTech sont membres, a lancé, dans le cadre de son projet IDEX UCA^{JEDI}, une plateforme « modélisation, simulation et interactions » (MSI) transversale à l'ensemble de ses cinq académies, des trois défis et de leurs centres de référence visant à renforcer le positionnement et l'attractivité scientifique de l'ensemble des campus.

Dès la genèse du projet OPAL (Observatoire Pluridisciplinaire des Alpes Maritimes), celui-ci a été conçu comme un outil essentiel de cette politique scientifique transdisciplinaire qui passe notamment par l'interopérabilité des données produites par les acteurs académiques désormais partenaires au sein d'UCA et d'UCA^{JEDI}. OPAL est une composante majeure de la MSI.

OPAL (Observatoire Pluridisciplinaire des Alpes Maritimes) est un projet de mésocentre mutualisé, répondant aux exigences de la recherche de niveau international, commun aux acteurs académiques de l'enseignement supérieur et Recherche des Alpes Maritimes. A travers un défi technologique de mise en commun optimisée de leurs équipements, il doit permettre à l'ensemble des acteurs académiques de la Côte d'Azur : UNS, CNRS, Inria, OCA, Mines ParisTech, INRA, Eurécom, OOV (UPMC) de renforcer les moyens informatiques pour leurs recherches fondamentales et appliquées afin de positionner le pôle académique azuréen au plus haut niveau mondial, tout en interagissant avec le milieu socio-économique local et territorial.

Le plan de cofinancement des équipements de la plateforme technologique dont la présente convention fait l'objet, s'appuie sur une demande CPER 2015-2020 auprès de l'Etat (DRRT), de la Région PACA, de la C.A.S.A, des fonds propres de Inria, de Mines ParisTech et de l'Observatoire de la Côte d'Azur. A noter qu'un dossier FEDER, financé par l'Europe, sera traité techniquement et budgétairement de manière indépendante.

La C.A.S.A. souhaite soutenir ce projet.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, Inria s'engage à déployer le mésocentre de calcul mutualisé et distribué pour l'ensemble des utilisateurs des Alpes Maritimes au campus SophiaTech situé sur le territoire de la Technopole Sophia Antipolis.

Par ailleurs, Inria s'engage au travers de ses centres existants sur Sophia Antipolis à :

- Faciliter l'accès au mésocentre (équipements et expertises) dans le cadre d'un accompagnement dans leur stratégie d'innovation pour les entreprises, les startups ou les entreprises en incubateur public ou privé du territoire sophipolitain et de la C.A.S.A, en complément des entreprises engagées dans des contrats de recherche avec Inria;
- S'engager dans le cadre de ses programmes de recherche décrits en préambule, et dans le dossier complet CPER, à collaborer au développement et renforcement de la thématique « Technologies du numérique » avec les acteurs clés de Sophia Antipolis dans le cadre de l'IDEX UCA^{JEDI};
- Valoriser le nouveau mésocentre de calcul mutualisé, les équipements, les compétences développées et la recherche scientifique au niveau local, national et international afin de contribuer au rayonnement et à l'attractivité de la technopole.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement Inria pour la réalisation des objectifs du projet OPAL.

La présente convention a donc pour objet de prévoir les modalités de la participation financière de la CASA dans la réalisation du projet OPAL et les droits et obligations en découlant pour Inria.

ARTICLE 2 : MONTANT DE L'OPERATION

Le montant global du projet est de 2 100 000 € HT

Le plan de financement prévisionnel du projet prévoit les participations financières suivantes (HT) :

Etat (DRRT)	450 K€
Conseil Régional	500 K€
C.A.S.A .	250 K€
Autofinancement Inria	300 K€
Autofinancement Mines ParisTech	300 K€
Autofinancement OCA	300 K€

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA PARTICIPATION

Le coût d'objectif de l'opération cofinancée inscrit au contrat de plan s'élève à 2 100 000 € HT.

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'engage à participer au financement de cette opération pour un montant de 250 000€ HT, soit 11.9 % réparti entre Inria (125 000 € HT) et Mines ParisTech (125 000 € HT).

Le tableau ci-après indique les montants attendus de la participation financière de chacun des partenaires de l'opération. La validité de cette présente convention est liée à l'engagement de tous les partenaires conformément à ce tableau.

DEPENSES	MONTANT € HT	RESSOURCES	MONTANT € HT	Taux de financement
Chef de file — OCA		Chef de file — OCA		
Infrastructure & nœuds de calcul	630 000	ETAT	239 670	36%
Stockage	45 000	REGION	135 330	20%
		Autre public		
		Contributions privées		
		Autofinancement	300 000	44%
Sous total	675 000	Sous total	675 000	
Partenaire 1 — Inria		Partenaire 1 — Inria		
Visualisation 3D	350 000	ETAT	210 330	28%
Infrastructure & nœuds de calcul	355 000	REGION	114 670	15%
Stockage	45 000	Autre public — CASA	125 000	17%
		Contributions privées		
		Autofinancement	300 000	40%
Sous total	750 000	Sous total	750 000	
Partenaire 2 — Mines ParisTech		Partenaire 2 — Mines ParisTech		
Infrastructure, environnement & nœuds de calcul	630 000	ETAT		
Stockage	45 000	REGION	250 000	37%
		Autre public — CASA	125 000	18,5%
		Contributions privées		
		Autofinancement	300 000	44,5%
Sous total	675 000	Sous total	675 000	
TOTAL	2 100 000	TOTAL	2 100 000	

ARTICLE 4 : REEVALUATION DE LA PARTICIPATION

Les montants indiqués ne sauraient être l'objet d'une réévaluation conduisant au dépassement de ces montants. Si le coût de la réalisation du projet est inférieur au montant indiqué, il sera fait application du pourcentage de participation.

ARTICLE 5 : RATTACHEMENT DE LA PARTICIPATION

La participation de la C.A.S.A respectera l'échéancier établi conformément à l'avancement prévu des travaux et aux besoins de paiement estimés. Les versements seront effectués à l'appui des pièces indiquées à l'article 7.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENT DE MISE A DISPOSITION DES FONDS

La C.A.S.A s'engage à respecter l'échéancier ci-dessous et, en conséquence, à inscrire en temps utile dans son budget les sommes nécessaires au règlement de l'échéance correspondante.

		1 ^{er} acompte	solde
Montant participation	125 000,00 €	62 500,00 €	62 500,00€
Année de versement*		2018	2019

*sous réserve de la production des pièces justificatives

ARTICLE 7: SUIVI DE L'OPERATION ET PIECES JUSTIFICATIVES A FOURNIR PAR LE BENEFICIAIRE

Inria tiendra informée la C.A.S.A de l'état d'avancement de l'opération et produira :

- 7-1 au moment du versement du premier acompte de 62 500 € correspondant à 50% de la participation de l'EPCI : la signature de la convention ;
- 7-2 à achèvement de l'opération, le solde soit au maximum 62 500 €, un bilan d'exécution technique et financier de l'opération, la transmission du tableau des factures acquittées certifié par l'agent comptable à hauteur de 100% du montant de la participation financière C.A.S.A.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE L'ECHEANCIER

S'il survient des circonstances exceptionnelles le justifiant, l'échéancier ainsi défini pourra être modifié par voie d'avenant à la présente convention. Inria s'engage à transmettre à la C.A.S.A un calendrier prévisionnel actualisé des travaux, en cas de modification du planning prévisionnel.

ARTICLE 9 : OBLIGATIONS D'INRIA

Inria s'engage à :

- Assurer la bonne exécution de l'opération et à transmettre à la C.A.S.A un calendrier prévisionnel actualisé des travaux,
- Fournir au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention,
- Ouvrir l'accès au mésocentre mutualisé à travers son centre de calcul aux acteurs de Sophia Antipolis et du territoire selon des modalités à définir conjointement avec les équipes d'Inria, selon deux modes opératoires envisagés :
 - contrats de partenariat dans le cadre des projets de recherche et développement avec précisions, si nécessaire, des clauses de propriété intellectuelle,
 - accès aux équipements présentant un caractère innovant non disponible dans l'offre du marché ; les conditions d'accès peuvent inclure une contrepartie financière à concurrence des coûts de fonctionnement.
- Communiquer sur l'engagement, la participation et le soutien financier de la C.A.S.A. par la présence d'un logo et d'une mention dans l'ensemble des documents et supports de communication / d'informations diffusés par Inria, tous formats confondus, ainsi que les équipements, en lien avec l'action et le projet subventionnés.

Pour le suivi du projet, la C.A.S.A sera conviée aux réunions de suivi de projet.

En termes de contrôle, il est proposé d'instaurer les indicateurs suivants :

- Thématiques de recherche abordées dans le cadre du mésocentre mutualisé ;
- Nombre et nature des partenariats avec les entreprises ;
- Nombre de publications et communications scientifiques ;
- Nombre de startups ayant bénéficié du mésocentre mutualisé ;
- Volume d'utilisation globale du mésocentre mutualisé par les équipes de chercheurs et entreprises du territoire ;
- Thématiques, domaines applicatifs et expertises mobilisées ;
- Communication, nombre de parutions presse, interviews, relais partenaires, réseaux sociaux.

ARTICLE 10 : DUREE- DUREE - RESILIATION

La présente convention entre en vigueur pour les années 2018 et 2019 jusqu'au versement du solde à l'achèvement de l'opération mentionné à l'article 7.2 fixé au 31 décembre 2019, sous réserve de modifications de l'échéancier prévu à l'article 8.

Elle pourra être prolongée par voie d'avenant dûment signé entre les parties.

Cette convention peut être résiliée après mise en demeure préalable pour défaut d'exécution par l'une ou l'autre des parties. Cette mise en demeure fixe le délai de préavis de résiliation à quinze jours par lettre recommandée avec accusé de réception, pour manquement ou inexécution des obligations contractuelles.

ARTICLE 11 : DROIT APPLICABLE- REGLEMENT DES CONTESTATIONS

La présente convention est soumise au droit français.

A défaut d'accord amiable, les contestations qui s'élèveraient entre les parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, seront portées devant le Tribunal administratif de Nice.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le - 7 NOV. 2018

En deux (2) exemplaires

Pour Inria



7/0 Le Directeur du centre de
recherche Inria Sophia
Antipolis-Méditerranée
DAVID SIMPLOT

Pour la Communauté
D'Agglomération
Sophia Antipolis

Le Président

JEAN LEONETTI

COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION
SOPHIA ANTIPOLIS

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 07/11/2018
Numéro : CVB_2018_199
Nature : CC - Contrats et conventions
Objet : 006-240600585-20180924-BC_2018_199-DE.
Partenariat Université Côte d'Azur - Projet OPAL (MÃ?
Â©scentre) - Attribution d'une subvention - EPST
INRIA.
Matière : 7.5 - Subventions
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : lpZhVaJ

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 20/11/2018
Identifiant : 006-240600585-20181107-CVB_2018_199-CC

Acte reçu

Date : 07/11/2018
Numéro interne : CVB_2018_199
Code nature : 4
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : 006-240600585-20180924-BC_2018_199-DE. Partenariat UniversitÃ© CÃ©te d'Azur - Projet OPAL
(MÃ©f??Ã©f?Ã©,Â©scentre) - Attribution d'une subvention - EPST INRIA.
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DC-006-240600585-20181107-CVB_2018_199-CC-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 0

N

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC MINES PARISTECH PROJET OPAL

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 24 septembre 2018 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris est un établissement public (statut d'établissement public à caractère administratif), ayant le siège social au 60, boulevard Saint-Michel – 75 272 PARIS cedex 06 représentée par Monsieur Vincent LAFLECHE en sa qualité de Directeur ;

Ci-après désignée **Mines ParisTech**

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Dans toutes les disciplines scientifiques, les travaux de recherche font affluer un important volume de données, des phases de traitement nécessitant l'usage intensif du calcul scientifique haute performance, et des moyens modernes de visualisation en trois dimensions pour l'interprétation de ces traitements. L'augmentation des besoins croît de manière exponentielle.

Par ailleurs, les avancées technologiques en termes d'acquisition de données, de calcul haute performance, et de méthodes d'imagerie haute résolution en 3D ouvrent aujourd'hui de nouvelles perspectives de mise en œuvre.

Actuellement, plusieurs centres de calcul sont déployés dans le département. 4 sites possèdent des infrastructures matérielles conséquentes dont Mines ParisTech et Inria sur le site de Sophia Antipolis.

La proposition vise donc à définir et mettre en œuvre une infrastructure distribuée et mutualisée de calcul, de stockage et de visualisation sur le département afin de répondre à ces besoins scientifiques.

Dans ce contexte, l'Université Côte d'Azur (UCA) dont Inria et Mines ParisTech sont membres, a lancé, dans le cadre de son projet IDEX UCA^{JEDI}, une plateforme « modélisation, simulation et interactions » (MSI) transversale à l'ensemble de ses cinq académies, des trois défis et de leurs centres de référence visant à renforcer le positionnement et l'attractivité scientifique de l'ensemble des campus.

Dès la genèse du projet OPAL (Observatoire Pluridisciplinaire des Alpes Maritimes), celui-ci a été conçu comme un outil essentiel de cette politique scientifique transdisciplinaire qui passe notamment par l'interopérabilité des données produites par les acteurs académiques désormais partenaires au sein d'UCA et d'UCA^{JEDI}. OPAL est une composante majeure de la MSI.

OPAL (Observatoire Pluridisciplinaire des Alpes Maritimes) est un projet de mésocentre mutualisé, répondant aux exigences de la recherche de niveau international, commun aux acteurs académiques de l'enseignement supérieur et Recherche des Alpes Maritimes.

A travers un défi technologique de mise en commun optimisée de leurs équipements, il doit permettre à l'ensemble des acteurs académiques de la Côte d'Azur : UNS, CNRS, Inria, OCA, Mines ParisTech, INRA, Eurécom, OOV (UPMC) de renforcer les moyens informatiques pour leurs recherches fondamentales et appliquées afin de positionner le pôle académique azuréen au plus haut niveau mondial, tout en interagissant avec le milieu socio-économique local et territorial.

Le plan de cofinancement des équipements de la plateforme technologique dont la présente convention fait l'objet, s'appuie sur une demande CPER 2015-2020 auprès de l'Etat (DRRT), de la Région PACA, de la C.A.S.A, des fonds propres de Inria, de Mines ParisTech et de l'Observatoire de la Côte d'Azur. A noter qu'un dossier FEDER, financé par l'Europe, sera traité techniquement et budgétairement de manière indépendante.

La C.A.S.A. souhaite soutenir ce projet.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, Mines ParisTech s'engage à déployer le mésocentre de calcul mutualisé et distribué pour l'ensemble des utilisateurs des Alpes Maritimes à l'Ecole des Mines ParisTech situé sur le territoire de la Technopole Sophia Antipolis.

Par ailleurs, Mines ParisTech s'engage au travers de ses centres existants sur Sophia Antipolis à :

- Faciliter l'accès au mésocentre (équipements et expertises) dans le cadre d'un accompagnement dans leur stratégie d'innovation pour les entreprises, les startups ou les entreprises en incubateur public ou privé du territoire sophipolitain et de la C.A.S.A, en complément des entreprises engagées dans des contrats de recherche avec Mines ParisTech;
- S'engager dans le cadre de ses programmes de recherche décrits en préambule, et dans le dossier complet CPER, à collaborer au développement et renforcement de la thématique « Technologies du numérique » avec les acteurs clés de Sophia Antipolis dans le cadre de l'IDEX UCA^{JEDI};
- Valoriser le nouveau mésocentre de calcul mutualisé, les équipements, les compétences développées et la recherche scientifique au niveau local, national et international afin de contribuer au rayonnement et à l'attractivité de la technopole.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement Mines ParisTech pour la réalisation des objectifs du projet OPAL.

La présente convention a donc pour objet de prévoir les modalités de la participation financière de la CASA dans la réalisation du projet OPAL et les droits et obligations en découlant pour Mines ParisTech.

ARTICLE 2 : MONTANT DE L'OPERATION

Le montant global du projet est de 2 100 000 € HT

Le plan de financement prévisionnel du projet prévoit les participations financières suivantes (HT) :

Etat (DRRT)	450 K€
Conseil Régional	500 K€
C.A.S.A .	250 K€
Autofinancement Inria	300 K€
Autofinancement Mines ParisTech	300 K€
Autofinancement OCA	300 K€

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA PARTICIPATION

Le coût d'objectif de l'opération cofinancée inscrit au contrat de plan s'élève à 2 100 000 € HT

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'engage à participer au financement de cette opération pour un montant de 250 000 € HT, soit 11.9 % réparti entre Inria (125 000 € HT) et Mines ParisTech (125 000 € HT).

Le tableau ci-après indique les montants attendus de la participation financière de chacun des partenaires de l'opération. La validité de cette présente convention est liée à l'engagement de tous les partenaires conformément à ce tableau.

DEPENSES	MONTANT € HT	RESSOURCES	MONTANT € HT	Taux de financement
Chef de file — OCA		Chef de file — OCA		
Infrastructure & nœuds de calcul	630 000	ETAT	239 670	36%
Stockage	45 000	REGION	135 330	20%
		Autre public		
		Contributions privées		
		Autofinancement	300 000	44%
Sous total	675 000	Sous total	675 000	
Partenaire 1 — Inria		Partenaire 1 — Inria		
Visualisation 3D	350 000	ETAT	210 330	28%
Infrastructure & nœuds de calcul	355 000	REGION	114 670	15%
Stockage	45 000	Autre public — CASA	125 000	17%
		Contributions privées		
		Autofinancement	300 000	40%
Sous total	750 000	Sous total	750 000	
Partenaire 2 — Mines ParisTech		Partenaire 2 — Mines ParisTech		
Infrastructure, environnement & nœuds de calcul	630 000	ETAT		
Stockage	45 000	REGION	250 000	37%
		Autre public — CASA	125 000	18,5%
		Contributions privées		
		Autofinancement	300 000	44,5%
Sous total	675 000	Sous total	675 000	
TOTAL	2 100 000	TOTAL	2 100 000	

ARTICLE 4 : REEVALUATION DE LA PARTICIPATION

Les montants indiqués ne sauraient être l'objet d'une réévaluation conduisant au dépassement de ces montants. Si le coût de la réalisation du projet est inférieur au montant indiqué, il sera fait application du pourcentage de participation.

ARTICLE 5 : RATTACHEMENT DE LA PARTICIPATION

La participation de la C.A.S.A respectera l'échéancier établi conformément à l'avancement prévu des travaux et aux besoins de paiement estimés. Les versements seront effectués à l'appui des pièces indiquées à l'article 7.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENT DE MISE A DISPOSITION DES FONDS

La C.A.S.A s'engage à respecter l'échéancier ci-dessous et, en conséquence, à inscrire en temps utile dans son budget les sommes nécessaires au règlement de l'échéance correspondante.

		1 ^{er} acompte	solde
Montant participation	125 000,00 €	62 500,00 €	62 500,00 €
Année de versement*		2018	2019

*sous réserve de la production des pièces justificatives

ARTICLE 7: SUIVI DE L'OPERATION ET PIECES JUSTIFICATIVES A FOURNIR PAR LE BENEFICIAIRE

Mines ParisTech tiendra informée la C.A.S.A de l'état d'avancement de l'opération et produira :

- 7-1 au moment du versement du premier acompte de 62 500 € correspondant à 50 % de la participation de l'EPCI : la signature de la convention ;
- 7-2 à achèvement de l'opération, le solde soit au maximum 62 500 €, un bilan d'exécution technique et financier de l'opération, la transmission du tableau des factures acquittées certifié par l'agent comptable à hauteur de 100% du montant de la participation financière C.A.S.A.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE L'ECHEANCIER

S'il survient des circonstances exceptionnelles le justifiant, l'échéancier ainsi défini pourra être modifié par voie d'avenant à la présente convention. Mines ParisTech s'engage à transmettre à la C.A.S.A un calendrier prévisionnel actualisé des travaux, en cas de modification du planning prévisionnel.

ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DE MINES PARISTECH

Mines ParisTech s'engage à :

- Assurer la bonne exécution de l'opération et à transmettre à la C.A.S.A un calendrier prévisionnel actualisé des travaux,
- Fournir au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention,
- Ouvrir l'accès au mésocentre mutualisé à travers son centre de calcul aux acteurs de Sophia Antipolis et du territoire selon des modalités à définir conjointement avec les équipes de Mines ParisTech, selon deux modes opératoires envisagés :
 - contrats de partenariat dans le cadre des projets de recherche et développement avec précisions, si nécessaire, des clauses de propriété intellectuelle,
 - accès aux équipements présentant un caractère innovant non disponible dans l'offre du marché ; les conditions d'accès peuvent inclure une contrepartie financière à concurrence des coûts de fonctionnement.
- Communiquer sur l'engagement, la participation et le soutien financier de la C.A.S.A. par la présence d'un logo et d'une mention dans l'ensemble des documents et supports de communication / d'informations diffusés par Mines ParisTech, tous formats confondus, ainsi que les équipements, en lien avec l'action et le projet subventionnés.

Pour le suivi du projet, la C.A.S.A sera conviée aux réunions de suivi de projet.

En termes de contrôle, il est proposé d'instaurer les indicateurs suivants :

- Thématiques de recherche abordées dans le cadre du mésocentre mutualisé ;
- Nombre et nature des partenariats avec les entreprises ;
- Nombre de publications et communications scientifiques ;
- Nombre de startups ayant bénéficié du mésocentre mutualisé ;
- Volume d'utilisation globale du mésocentre mutualisé par les équipes de chercheurs et entreprises du territoire ;
- Thématiques, domaines applicatifs et expertises mobilisées ;
- Communication, nombre de parutions presse, interviews, relais partenaires, réseaux sociaux.

ARTICLE 10 : DUREE - RESILIATION

La présente convention entre en vigueur pour les années 2018 et 2019 jusqu'au versement du solde à l'achèvement de l'opération mentionné à l'article 7.2 fixé au 31 décembre 2019, sous réserve de modifications de l'échéancier prévu à l'article 8.

Elle pourra être prolongée par voie d'avenant dûment signé entre les parties.

Cette convention peut être résiliée après mise en demeure préalable pour défaut d'exécution par l'une ou l'autre des parties. Cette mise en demeure fixe le délai de préavis de résiliation à quinze jours par lettre recommandée avec accusé de réception, pour manquement ou inexécution des obligations contractuelles.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

La présente convention est soumise au droit français.

A défaut d'accord amiable, les contestations qui s'élèveraient entre les parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, seront portées devant le Tribunal administratif de Nice.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

- 9 NOV. 2018

En deux exemplaires

Pour Mines ParisTech

Le Directeur
VINCENT LAFLECHE

Pour la Communauté
D'Agglomération
Sophia Antipolis

Le Président

JEAN LEONETTI




AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte :	09/11/2018
Numéro :	CVB_2018_199
Nature :	CC - Contrats et conventions
Objet :	006-240600585-20180924-BC_2018_199-DE. Partenariat Université Côte d'Azur - Projet OPAL (MÃÂ@socentre) - Attribution d'une subvention - MINES PARISTECH.
Matière :	7.5 - Subventions
Interlocuteur	
Nom :	VINCENT Laurence

Suivi des transactions

Accusé d'envoi

Identifiant : okzMfeH

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 20/11/2018

Identifiant : 006-240600585-20181109-CVB_2018_199-CC

Acte recu

Date :	09/11/2018
Numéro interne :	CVB_2018_199
Code nature :	4
Code matière 1 :	7
Code matière 2 :	5
Objet :	006-240600585-20180924-BC_2018_199-DE. Partenariat Université Côte d'Azur - Projet OPAL (M&A, R&D, Socio-technique) - Attribution d'une subvention - MINES PARISTECH.
Classification utilisée :	19/04/2017
Document :	99_DC-006-240600585-20181109-CVB_2018_199-CC-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 0

N

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 10/02/2020
Numéro : BC_2020_073
Nature : DE - Deliberations
Objet : Projet OPAL - Convention de participation financière avec Inria et Ecole des Mines ParisTech - Avenant n.1
Matière : 7.5 - Subventions
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : uffUUMk

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 26/02/2020
Identifiant : 006-240600585-20200210-BC_2020_073-DE

Acte reçu

Date : 10/02/2020
Numéro interne : BC_2020_073
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : Projet OPAL - Convention de participation financière avec Inria et Ecole des Mines ParisTech - Avenant n.1
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20200210-BC_2020_073-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 5
99_SE-006-240600585-20200210-BC_2020_073-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20200210-BC_2020_073-DE-1-1_3.PDF
99_SE-006-240600585-20200210-BC_2020_073-DE-1-1_4.PDF
99_SE-006-240600585-20200210-BC_2020_073-DE-1-1_5.PDF
99_SE-006-240600585-20200210-BC_2020_073-DE-1-1_6.PDF

N